

Arrêté N° 00295-2019 du 04 septembre 2019**PORTANT PERTURBATION ET REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION A LOCCASION DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE LA DISTRIBUTION AEP****Le Maire de la Commune de la Plaine des Palmistes,**

- VU, la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements, et Régions,
- VU, le Code de la Route et notamment son article R 411,
- VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU, le Code de la Voirie Routière,
- VU, le Code Pénal
- VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- VU, l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU, l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, huitième partie : signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992),
- **CONSIDERANT**, la demande de l'entreprise «SORETRA»,
- **CONSIDERANT**, le déroulement des travaux de renforcement de la distribution AEP
- **CONSIDERANT**, qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité sur le plan de la circulation routière, nécessaires au bon déroulement des travaux.

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter **du 04 septembre 2019 et ce jusqu'au 04 octobre 2019 inclus**, la circulation et le stationnement sont modifiés ainsi qu'il suit de **7h00 à 15h30** :

- **Stationnement et dépassement** : Interdit à proximité des travaux.
- **Circulation** : Alternat manuel au moyen de piquet K10 (si nécessaire)
- **Vitesse** : Limitée à 30km/h

Article 2 : Les rues concernées sont les suivantes :

- **Rue Bernard Ginet** (portion comprise entre la rue Saint Ange Vélia et la rue Emile Evan)
- **Rue Frémicourt Perrault** (portion comprise entre la rue Bernard Ginet et l'impasse des œillets)

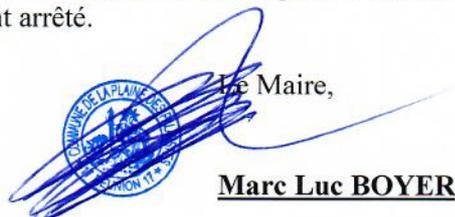
Article 3 : Une signalisation réglementaire et conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I Huitième partie signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992) est mise en place et entretenue par l'entreprise « SORETRA ».

Article 4 : Le présent arrêté est affiché en Mairie et publié au recueil des actes administratifs.

Article 5 : Tout contrevenant au présent arrêté sera poursuivi conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de deux mois, à compter de sa date de publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Article 7 : MM. le Maire, le Directeur Général des Services, le Commandant la Gendarmerie de la Réunion, le Chef de la Police Municipale, le conducteur des travaux de l'entreprise « SORETRA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

Marc Luc BOYER